



## LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de René Otayek, avec la collaboration de Daniel C. Bach, Robert Buijtenhuijs, Georges Courade, Bernard Crousse, Danielle Domergue-Cloarec, Christian A. Girault, Étienne Le Roy, J.-Achille Mbembe, Peter Schsenmeier.

BAUMHÖGGER (Goswin), (with the assistance of Ulf Engel and Telse Diederichsen) — **The Struggle for Independence. Documents on the Recent Development of Zimbabwe (1975-1980)**. — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1984, 7 vol., 1468 p.

les documents retenus. En dépit de ces imperfections et de l'exclusion de données sur les aspects socio-économiques de la lutte du Zimbabwe pour son indépendance, cet ouvrage de référence constitue un outil de travail pour ceux qui s'intéressent à l'évolution récente du Zimbabwe. [D.C.B.]

L'auteur et ses collaborateurs ont rassemblé, en quelque 1 400 pages, 1 185 documents consacrés à l'évolution politique et constitutionnelle du Zimbabwe depuis la déclaration de Lusaka (décembre 1974), jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution du Zimbabwe indépendant. L'éventail des documents présentés est extrêmement large : interviews, communiqués, extraits de débats parlementaires, résolutions diverses, rapports d'enquêtes, articles de quotidiens, commentaires radiodiffusés... apportent au lecteur une masse d'informations brutes de grande valeur. On a cependant parfois l'impression que l'auteur a été trop scrupuleux et trop modeste dans ses choix : certains documents, d'un intérêt ponctuel, auraient gagné à être édités avec plus de concision. On regrette, en outre, qu'il n'ait pas plus systématiquement cherché à présenter et situer dans leur contexte

DE PINA (Marie-Paule) — **Les îles du Cap-Vert**. — Paris, Karthala (coll. « Méridiens »), 1987, 224 p.

Parmi les pays en développement, le Cap-Vert apparaît souvent comme un paradoxe : réussites inattendues, alors que l'âpreté de son cadre et la pauvreté de ses ressources semblent très peu l'y destiner. L'auteur nous invite à une découverte à la fois vivante et précise des dix îles qui composent cet archipel, à 500 kilomètres des côtes de l'Afrique de l'Ouest. On apprend beaucoup en lisant cet ouvrage qui tient du reportage, du récit de voyage et du guide. Mais le texte ne reste pas à la surface des choses ; il donne de très nombreuses informations essentielles sur les problèmes écologiques, économiques et

sociaux fondamentaux que l'archipel doit affronter, formule plus évocatrice que la « langue de bois » traditionnelle des rapports des experts en développement.

S'il s'agit de proposer un bilan, le livre exprime un jugement manifestement positif : le Cap-Vert est « aujourd'hui en Afrique un havre de bonne administration et de tolérance » (C. Wauthier, dans l'introduction, p. 10). Pays du Sahel, le Cap-Vert est « isolé sur un océan dont il est l'otage, mais dont il sait aussi se servir pour se protéger » (p. 205). « Privé de ressources matérielles essentielles, dépendant, pour la construction de son développement, de la communauté internationale qui a reconnu sa capacité à gérer les aides qui ne lui font pas défaut, le Cap-Vert n'a qu'une voie, celle de stimuler ses ressources humaines » (*ibid.*). [B.C.].

MAGNANT (Jean-Pierre) — **Terre sara, terre tchadienne.** — Paris, L'Harmattan (coll. « Alternatives paysannes »), 1986, 380 p., bibliogr., cartes.

J.-P. Magnant est un des seuls chercheurs à avoir fait récemment (1975-1978) des études de terrain sérieuses au Tchad. Il est également un des rares scientifiques ayant eu accès aux mémoires réalisés ces dernières années par des étudiants tchadiens sur leurs régions d'origine respectives (il en cite une bonne centaine dans sa bibliographie). Son histoire politique et économique des groupements *sara*, brossée à la lumière d'une conception de l'histoire matérialiste (sous-jacente partout dans le livre, sans jamais devenir envahissante ou doctrinaire) est donc un ouvrage de première importance qui apporte une foule de faits inédits et d'interprétations nouvelles. L'auteur sait cependant rester modeste en avouant que certaines de ses hypothèses novatrices ne peuvent être vérifiées avec certitude, à défaut de documents écrits sur les migrations et les structures socio-politiques *sara* avant 1850.

Ceci dit, l'ouvrage est de valeur iné-

gale. Alors que l'auteur analyse avec beaucoup de maîtrise les changements économiques et sociaux intervenus en pays *sara* lors de la période coloniale et depuis l'indépendance, la première partie du livre, dans laquelle il essaie de reconstituer la société *sara* précoloniale et son évolution au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (formation d'« États » *sara* sous l'influence de la colonisation de nouvelles terres et des campagnes esclavagistes baguirmiennes), est d'accès plus difficile. J.-P. Magnant, en effet, n'a pas tout à fait réussi à structurer son matériel (très abondant et très complexe, il faut le reconnaître) et le lecteur non initié a parfois du mal à s'y retrouver dans les nombreux sous-groupes *sara*, leurs migrations et leurs divers chefs et dignitaires. On pourrait reprocher aussi à l'auteur d'employer le terme d'« État » avec une certaine légèreté, sans en donner une définition qui justifierait cet emploi dans le cas des *Sara* dont les structures du pouvoir sont restées, malgré tout, extrêmement fluides.

Une dernière remarque tout à fait personnelle : ce livre manque d'humour, ce qui est d'autant plus surprenant que l'auteur, dans la vie de tous les jours, est de tempérament plutôt rieur. On devrait pouvoir rédiger une étude sérieuse et de poids (et celle-ci l'est indiscutablement), tout en permettant au lecteur de rire ou de sourire de temps en temps. [R.B.].

VACQUIER (Raymond) — **Au temps des factoreries (1900-1950).** — Paris, Karthala, 1986, 395 p.

Il est exact qu'il y a peu d'écrits sur les sociétés commerciales coloniales en Afrique et cet ouvrage espère combler une lacune. L'auteur, homme de terrain, a vécu dans les anciennes colonies entre 1924 et 1945. Il a choisi de limiter son étude à cette période en raison de la pérennité des caractéristiques du commerce pendant ce demi-siècle. L'avant-propos a de quoi dérouter la bonne volonté du lecteur. Il se voit d'abord renvoyé aux spécialistes (lesquels ?) s'il souhaite des statistiques.

Ensuite, il est très nettement averti que l'ouvrage n'est ni une thèse, ni une œuvre polémiste, ni un journal de commerçant, et qu'il ne s'adresse ni aux historiens, ni aux économistes, ni aux sociologues, ni aux moralistes. Mais alors à qui ? Et l'auteur de s'en tirer par une pirouette en précisant qu'il s'adresse à l'honnête homme ! Ce qui, convenons-en, ne nous avance guère. L'historienne que nous sommes a malgré tout lu avec plaisir cet ouvrage, même si elle n'en partage pas certains jugements. Ainsi, affirmer que les Blancs furent le catalyseur qui préparait la masse des Noirs au rôle qu'ils ont joué à partir de 1950 (p. 6) reste à démontrer.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties et comporte des pages d'illustrations intéressantes. L'auteur étudie tout d'abord les entreprises coloniales et leurs motifs d'implantation. L'explication du choix de Niamey est erronée. De même, la clairvoyance de la CFAO et de la SCOA pour Abidjan est due au fait qu'il s'agissait du point de départ du chemin de fer. L'atmosphère de ségrégation raciale et sociale, les conditions et le cadre de vie des commerçants sont fort bien décrits. A côté des grandes sociétés, il y avait des commerçants, indépendants, hommes et femmes d'origines très diverses. Les Sociétés indigènes de prévoyance (p. 97) ont été officiellement créées en AOF en 1910 (et non en 1907). C'est avec beaucoup d'humour que sont retracées les péripéties du commerce à distance que nous connaissons aujourd'hui sous le terme de vente par correspondance. Évoquant les motifs qui peuvent être à l'origine d'une carrière de commerçant, l'auteur s'élève contre la légende tenace du fils de famille « tête brûlée » (p. 113). Esprit maison, hospitalité, convivialité, mais aussi racisme, xénophobie sont quelques-uns des traits caractéristiques des commerçants.

La seconde partie est consacrée aux opérations du commerce. L'ensemble des marchandises est passé en revue, et on constate la pérennité de certains produits présents encore de nos jours sur les marchés africains. Le déclin du caoutchouc (p. 216) est surtout dû à

l'entrée en production des hévéas d'Indochine et au caoutchouc synthétique. Le commerce de l'huile de palme et des palmistes a eu plus d'importance que ne le dit l'auteur pour des pays comme le Dahomey ou la Côte-d'Ivoire. Nous découvrons également les arcanes de la comptabilité des grandes maisons de commerce et les monnaies utilisées sur les marchés, y compris le fameux thaler de Marie-Thérèse. En abordant la question de la moralité et du commerce (chap. 7), l'auteur indique bien que les commerçants n'ont jamais revendiqué une action civilisatrice. Certains arguments avancés dans ce chapitre nous paraissent bien légers, comme ceux relatifs à la spéculation, à la fraude sur le poids et à l'abus de marque. Le recours à des ouvrages anciens amène l'auteur à reprendre, sans assez d'esprit critique, des clichés très officiels sur le harrisme, les marabouts, etc.

La dernière partie, enfin, traite du rôle du commerçant dans la société coloniale et de ses rapports avec les autres couches sociales.

Cet ouvrage devrait être lu par tous ceux qui s'intéressent à la période coloniale en Afrique. On peut regretter que l'auteur n'ait pas utilisé les publications récentes. L'ouvrage a cependant le mérite de restituer avant tout une vision de l'intérieur, un vécu qu'aucun document n'apporte. [D.D.-C.]

FOOTMAN (David) — **Antonin Besse of Aden. The Founder of St Antony's College, Oxford.** — Basingstoke (Hampshire), Macmillan, 1986, 258 p.

Antonin Besse (1877-1951) est un personnage extraordinaire dont il valait la peine de relater la vie. Cela est fait dans le livre posthume de D. Footman publié en 1986, mais rédigé pour sa plus grande part dans les années soixante. Fils d'une famille modeste du Languedoc, Antonin Besse, installa à Aden, sous régime britannique, une affaire commerciale qui devait faire de lui un millionnaire. A la fin de sa vie,

poussé par le désir d'utiliser une partie de sa fortune à la cause de l'éducation, il fonda le collège universitaire de St Antony's à Oxford et reçut les plus hauts honneurs britanniques.

La première partie de la vie d'Antonin Besse ne présage guère la carrière brillante du commerçant. Il fait des études secondaires mais échoue au baccalauréat. Il n'a alors que la ressource de s'engager dans l'armée pour une période de quatre ans en devant l'appel. A la caserne, il tombe malade et est soigné par le major Raymond Bernard. Bientôt naît une amitié entre les deux hommes. Leurs entretiens philosophiques et moraux mènent Antonin Besse sur la voie d'un athéisme rigoureux et d'une pratique tout à fait nietzschéenne de défis acceptés et d'exaltation de l'ego. Il applique la devise qu'il se donna assez tôt ( et qui est devenue celle de St Antony's) : « *Plus est en vous* », tant dans sa vie privée que dans les affaires.

A sa libération, il se fait engager par le négociant Bardey, de Marseille, comme clerc à Aden. Bien vite, il s'établit à son propre compte grâce à des emprunts concédés par un parent, puis par des banques française et indienne. D. Footman suit le développement des activités marchandes, mais il s'arrête aussi longuement sur le fonctionnement interne de la firme qui est très lié à la personnalité du négociant. L'auteur fournit aussi d'intéressantes notations sur les relations d'Antonin Besse avec les pouvoirs (gouvernement colonial, pouvoirs métropolitains, le Négus, les Italiens...).

De cette relation très complète, il est possible de tirer des lignes directrices qui peuvent être un sujet d'étude et de méditation sur nombre de thèmes, tous passionnants. Trois seulement seront évoqués ici. La personnalité d'Antonin Besse, tour à tour charmeur et antipathique. L'homme a des petites-esses (sans doute atténuées par le biographe) : sa ladrerie par exemple. Il est cassant, injuste, cruel. Le « bien » est toujours vu comme ce qui est bon pour lui-même ou pour la firme. Le thème de la question du personnel est également révélateur : il pratique une distinc-

tion très nette entre les Européens, les Indiens et les Arabes au service de la firme. Antonin Besse est particulièrement dur avec les Européens et paie ses employés et collaborateurs immédiats nettement au-dessous des normes ; dans ces conditions, le taux de rotation est nécessairement élevé. Il est à remarquer qu'il préfère les Anglais aux Français et c'est son bureau de Londres qui est chargé de recruter le personnel. Les Indiens, utilisés comme employés de bureau ou comme contremaîtres, et les Arabes, ouvriers d'entrepôt, personnel navigant ou domestiques, sont par contre payés sensiblement au-dessus de la moyenne. Cet arrangement, bien que conduisant à des crises internes réglées toujours autoritairement, se révèle très efficace. Ainsi la société commerciale sait tirer profit au mieux des ressources humaines d'origines diverses dont elle peut user dans un poste relais comme Aden, à l'articulation d'espaces économiques si contrastés.

Enfin, le thème des rapports entre argent et éducation, capitalisme et recherche, est inattendu. Mais il est consubstantiel à « l'entreprise Besse », au point que le geste philanthropique de consacrer en 1947 un million et demi de livres sterling à l'établissement d'une institution d'enseignement supérieur apparaît comme le couronnement de la carrière du petit clerc natif de Carcassonne. Ce geste — mûri de longue date — partait du désir frustré d'un jeune pour faire des études, du goût de la lecture et de la culture écrite et artistique, et de la certitude que l'« homme nouveau » devrait acquérir une forte éducation et une formation solide pour affronter l'époque moderne. Antonin Besse attachait peu de conditions à son don. Il offrit d'abord la somme à la France qui, dans la période d'instabilité gouvernementale de l'après-guerre, ne sut saisir la chance. Finalement, après une série de contacts où le hasard joua un grand rôle, le don servit à l'établissement d'un nouveau collège à l'Université d'Oxford. Antonin Besse retrouvait la tradition de fondation de collèges universitaires qui a ses racines au Moyen Age. Cette fois, ce n'était plus un grand domanier gallois ou un prince

anglais qui créait un collège, mais un commerçant français qui avait fait sa fortune sur la traite du café, des peaux, de l'encens, de la myrrhe... et la vente de kérosène aux Arabes et aux Somalis. L'accumulation originelle pratiquée aux dépens des sociétés africaines et arabes servait à une institution qui allait s'illustrer dans l'étude des relations internationales et devenir une des écoles mondialement réputées dans les recherches sur le Japon, l'Union soviétique, l'Amérique latine...

Cet ouvrage, qui se lit avec facilité, intéressera le lecteur curieux qui y trouvera une biographie vivante ; il comblera les spécialistes de l'Afrique et des domaines arabes qui découvriront des tranches d'histoire contemporaine ; enfin il ne doit pas échapper à l'attention des chercheurs qui se penchent sur les rapports entre le Nord et le Sud et qui scrutent les contacts économiques et culturels entre les sociétés européennes et « les autres ». [C.-A.G.]

**DIAKITÉ (Tidiane) — L'Afrique malade d'elle-même.** — Paris, Karthala (coll. « Les Afriques »), 1986, 162 p.

L'ouvrage de T. Diakité est la protestation d'un honnête homme qui a cru dans les valeurs qui lui ont été enseignées et qu'il a sans doute contribué à transmettre à ses propres élèves : respect de soi et d'autrui, honneur, sens du devoir, spécialement dans la fonction publique (« servir et non se servir »). Au lieu de ces valeurs, il ne voit dans la vie quotidienne africaine que ces maladies du développement qui ont nom la corruption, la gabegie, le laisser-aller irresponsable qu'il dénonce à l'école, dans les hôpitaux, dans les administrations centrales et locales, etc., et qui affectent spécialement, nous dit-il, le statut de l'étranger ou du paysan, la place reconnue à la démocratie et aux droits de l'homme.

Le cri de T. Diakité, même si on ne sait s'il s'adresse au coopérant français, protégé par son statut et interpellé dans

l'introduction, ou à l'homme politique africain visé par la conclusion générale, ne devrait laisser personne insensible. C'est l'expression du déchirement qu'assume un intellectuel d'aujourd'hui, bien éloigné des revendications de ses devanciers et que résume cette phrase de la conclusion : « Le marasme économique et le retard de l'Afrique noire dans son évolution proviennent pour un quart de facteurs naturels et externes et pour trois quarts de facteurs humains propres aux Africains eux-mêmes, car comment peut-on parler de développement lorsqu'on baillonne son peuple et le réduit en esclavage ? » (p. 160).

Beaucoup de nos lecteurs pourront, à la suite de T. Diakité, compléter ce long poème à la Prévert que constitue la liste de toutes les occasions de prévarication ou de détournements de fonds, ou raconter leurs aventures de « Tintin au Congo » pour traverser les frontières, voyager par le train ou trouver une pièce de rechange. Ce n'est jamais inutile de parler de cette « Afrique-là » et notre revue y contribue régulièrement, ainsi récemment à propos de la Côte-d'Ivoire. Il n'en reste pas moins qu'on est constamment gêné par l'absence de propositions.

Dans l'ultime paragraphe, l'auteur nous dit qu'il faut que l'Afrique change « de voie ». Mais, qu'est-ce à dire, à quel niveau pousser l'analyse, quels facteurs mettre en évidence pour illustrer la conclusion et cette nouvelle voie ?

En refermant l'ouvrage, on a l'impression que T. Diakité a vu son beau rêve de la modernité évanoui. Il s'en désole et c'est bien compréhensible, même si son rêve pouvait n'être qu'un leurre. La réponse reste pourtant insuffisante, tant sur le plan de la qualité des explications qui demeurent superficielles, par exemple à propos des paysanneries, que dans le registre de l'action. Cette « lettre ouverte » d'un intellectuel malien à tous ses frères ne doit pas être traitée comme « le sanglot de l'homme noir » d'un adepte de P. Bruckner. Cette parole n'est pas une simple critique mais, pour être féconde, elle devra s'ouvrir sur une éthique de l'action. [E.L.R.]

DESJEUX (Dominique) — **Stratégies paysannes en Afrique noire, le Congo : essai sur la gestion de l'incertitude.** — Paris, L'Harmattan (coll. « Alternatives paysannes »), 1987, 247 p.

Directeur de la collection « Alternatives paysannes », D. Desjeux est un des sociologues les plus féconds de sa génération. Il n'hésite pas à « mettre la main à la pâte » comme consultant ou dans le cadre d'associations professionnelles et multiplie les modes d'approche (du « marketing » à l'anthropologie), les thèmes et l'étude des sociétés rurales en Afrique, à Madagascar et en France. Comme il le reconnaît dans son « essai d'auto-analyse » (p. 207) qui introduit les conclusions de l'ouvrage, il est un produit de la « pensée 68 » qui émerge explicitement dans nos pratiques de recherche, vingt ans après.

Le sous-titre (essai sur la gestion de l'incertitude) décrit assez précisément l'ambition d'un ouvrage dont le contenu est — cela est maintenant classique — dénaturé par le titre « attrape-tout ». L'incertitude dont il s'agit est d'abord celle de paysans *sundi*, dans le sud du Congo, qui, face à des enjeux fonciers et politiques toujours plus contraignants, répondent par les ressources qu'offre le « code » de la parenté et par les pratiques de la sorcellerie. Mais l'incertitude concerne également le type de résultats auquel peut aboutir le chercheur et qui, de proche en proche, en reposant les questions de l'objectivité, de la scientificité et de la vérité, oblige l'auteur à s'interroger sur ses paradigmes initiaux : pourquoi réinterpréter le tribalisme à travers les « habitus » parentaux ? Pourquoi remettre en question la recherche « marxiste-catholique » des classes sociales dans les collectifs lignagers, comme l'avait fait P.P. Rey dans le Niari ? Pourquoi opter pour une « analyse situationnelle » (p. 103) ou quelle place accorder à l'intuition et au désordre, à ce que j'appellerai personnellement une « épistémologie de l'opacité » ?

L'ouvrage est passible d'une triple lecture. L'une, rapide, d'honnête

homme intéressé par l'histoire moderne du Congo, peut se satisfaire des introductions et conclusions des diverses rubriques, tant la synthèse est bien maîtrisée.

Le chercheur, surtout s'il est débutant, adoptera une deuxième lecture et s'intéressera aux chapitres impairs, car il y trouvera les techniques et les concepts de l'auteur, concepts que je partage très largement : sur les « normes de parenté » (chap. 1), la « méthode des écarts » (chap. 3), « comment analyser le foncier » (chap. 5) et ses « perspectives sociologiques » (chap. 7) qui est en fait un fragment d'une théorie du changement social en Afrique.

Enfin, une dernière lecture prendra en compte les résultats et les enjeux individuels et collectifs qui se dégagent de la confrontation des pratiques rurales et urbaines, des rapports entre paysannats et bureaucraties, des représentations du « ciel » et de la terre, du rôle de l'angoisse dans la sorcellerie...

Si ces explications sont impossibles à généraliser à l'ensemble de l'Afrique noire, elles confirment pleinement mes propres observations, tant à Brazzaville que dans la région de Kinkala il y a quinze ans. Pétillant d'intelligence et de sensibilité, l'ouvrage, présenté en « quatrième de couverture » comme « enfin un livre positif », ne prétend imposer aucune vérité, mais constitue une heureuse réponse à ceux qui souhaitent « la fin des intellectuels ».

Un index des concepts aurait utilement complété la publication. [E.L.R.]

NDOKO (Nicole-Claire) — **La Culpabilité en droit pénal camerounais.** — Paris, LGDJ (coll. « Bibliothèque de sciences criminelles »), 1985, 209 p.

Avec beaucoup d'intelligence, N.-C. Ndoko nous introduit dans un domaine, le droit pénal camerounais qui, objectivement, relève plus du père Übu que du commentaire apologétique.

Comme de coutume, ce code africain a été écrit par trois magistrats, deux Français et un Britannique. Ainsi

la matière traitée relève de la recette fameuse du pâté d'alouette : une alouette de *common law* pour un cheval de droit pénal français et une pincée de données locales pour le goût camerounais. Dans sa présentation, l'auteur passe de la doctrine française à l'italienne, de la jurisprudence locale à celle de la Cour de cassation, avec une facilité qui prouve qu'il existe au moins un espace eurafricain commun, celui de la répression.

Après avoir admiré la technicité des auteurs du code et du commentaire, on est bien amené à se poser des questions que l'habituel idéalisme des juristes voile ou néglige. Certes, l'auteur reconnaît que le manque de magistrats formés frappe de caducité quelques-unes des garanties juridiques les plus fondamentales, telle la distinction entre la poursuite, l'instruction et le jugement. Mais, l'auteur ne se soucie que de façon bien allusive des conditions réelles d'application. Après une quinzaine de lignes dans l'introduction (p. 15), il faut attendre les pages 60 à 70 pour que N.-C. Ndoko s'interroge sur la place des nationaux et le fasse à propos de la connaissance de la loi. Sa position pourrait être résumée par la phrase suivante : « Le devoir ne peut pas cesser d'être exigible parce que nos coutumes légitiment le contraire » (p. 71). C'est se soucier de façon bien simpliste de la permanence des représentations et des logiques qui fondent la conception traditionnelle et que nous connaissons maintenant infiniment mieux depuis l'excellente thèse de Dieudonné Mvogho sur la politique criminelle au Cameroun, malheureusement ignorée ici.

Au risque de répéter les conclusions tirées dans *Politique africaine* d'autres ouvrages présentant le droit pénal en Côte-d'Ivoire, au Sénégal ou au Zaïre, on est partagé, en refermant l'ouvrage, entre l'admiration pour l'habileté de l'argumentation et un sentiment d'inutilité, ou au moins d'inefficacité d'une démarche législative si volontariste qu'elle risque d'en avoir oublié la réalité. [E.L.R.].

VANSINA (Jan) — **Oral Tradition as History.** — Madison, The University of Wisconsin Press, 1985, 258 p.

Vint-cinq ans après l'une de ses œuvres majeures, *De la tradition orale* (qui ouvrait un champ de recherche dans lequel s'engouffrèrent des chercheurs africanistes et non africanistes), J. Vansina revient sur la question, alors que l'utilité des sources orales dans l'écriture de l'histoire semble aujourd'hui indiscutée. Il décrit les procédures à travers lesquelles s'effectue la production des messages au sujet de ce que les gens eux-mêmes ont vécu (ou au sujet de ce qui leur a été transmis de l'expérience des autres). L'auteur passe en revue les diverses opérations que sont la sélection, la reformulation des matériaux, la constitution de corpus et d'informations transmissibles. Il montre comment le contexte social et les valeurs modèlent la structure et le contenu de ce dont on choisit de se souvenir. Il fait enfin ressortir la nécessité d'une approche sociologique et historique des traditions orales, si l'on veut en dégager des évidences utilisables dans l'écriture de l'histoire. Cet ouvrage solidement argumenté est d'un intérêt méthodologique évident pour les politistes africains intéressés par les problèmes de la mémoire, des usages sociaux du passé et de l'énonciation du politique. [J.-A.M.].

ELLIS (Stephen) — **The Rising of the Red Shawls : A Revolt in Madagascar, 1895-1899.** — New-York, Cambridge University Press, 1985, 214 p.

Par une utilisation judicieuse de concepts tels que « rébellion » et « banditisme », l'auteur analyse les soubassements de l'insurrection populaire qui eut lieu entre 1895 et 1899 contre la colonisation française à Madagascar. Les clivages internes au royaume de Merina (ethniques, de classe, régionaux, confessionnels) et la manière dont ils influencèrent les motivations, l'organisation et

le déroulement de la rébellion sont finement restitués. S. Ellis y ajoute l'exceptionnelle conscience d'une identité historique propre, tant parmi les paysans que parmi les classes dirigeantes, et qu'on aurait de la peine à retrouver dans d'autres cas similaires en Afrique noire. Il minimise l'influence des attentes millénaristes et détaille la manière dont le leadership petit-commerçant s'imposa dans l'organisation de la rébellion. Il en est de même des intrigues et des déceptions de l'élite dirigeante merina, tant dans son adhésion à la rébellion que dans l'appui qu'elle porta aux Français pour écraser celle-ci. Le rôle de Joseph Galliéni en sort, à cet égard, très peu grand. Cette étude, dont la force analytique ne compense pas la faiblesse narrative, constitue une pièce à conviction versée dans le dossier de l'historiographie des mouvements populaires dans les ex-colonies africaines. [J.-A.M.]

ANDRAE (Gunilla), BECKMAN (Björn) — **The Wheat Trap: Bread and Underdevelopment in Nigeria.** — London, Zed books Ltd. Scandinavian Institute of African Studies, 1985, 180 p.

Alors que le Nigeria importait 39 000 tonnes d'équivalent blé en 1964, il en recevait 18 fois plus en 1982. La consommation de pain est devenue, en l'espace de deux décennies, une consommation de masse créant ainsi une dépendance alimentaire du pays en liaison avec la dégradation de la production agricole et le « boom » pétrolier.

L'attraction d'un aliment bon marché et facile à préparer, mis sur les marchés urbains et ruraux par une industrie de transformation à capitaux nationaux efficiente (technologiquement avancée pour la minoterie et flexible pour les boulangeries), explique cette progression fantastique de la demande. La stratégie de substitution d'une production nationale aux importations, à partir des périmètres irrigués dans le Nigeria septentrional, n'a aucune chance

de répondre à la demande en niveau et en prix, et sert de couverture à une politique d'importations de céréales à tout va, politique annoncée comme temporaire. Le piège du blé se referme donc sur le Nigeria au bénéfice d'une industrie du pain soutenue par de nombreux groupes de pression, mais au détriment des producteurs ruraux et de l'embryon de classe ouvrière. L'articulation des différents éléments de la filière contribue au renforcement de la dépendance vis-à-vis des États-Unis d'où viennent 90 % du blé importé.

Les auteurs expliquent la pénurie alimentaire survenue dans les années soixante-dix, non par la carence de réponse du monde rural, mais par la brutalité du déséquilibre créé par l'augmentation rapide de la population non agricole et la modification de la structure de la demande alimentaire, suite aux effets de la rente pétrolière. L'absence de données globales fiables et d'enquêtes de consommation répétées ne permet pas de confirmer l'hypothèse avancée par les auteurs du « biais » urbain à corréler plus aux facteurs économiques et fonctionnels que culturels. Le modèle de consommation actuel est-il acquis en grande partie ou apparaît-il comme réversible ? Vaste question qui commande, autant qu'une nouvelle combinaison socio-politique, toute alternative.

Le cercle vicieux nigérian n'est pas susceptible de s'expliquer par la théorie de Bill Warren, pendant britannique d'A. Emmanuel : le côté positif de l'impérialisme, créateur d'un appareil de production industrielle moderne. Le rôle clé d'une firme, *Flour Mills of Nigeria*, explique sans doute le recours au blé américain qui bénéficie d'un « avantage comparatif » dont on sait, par ailleurs, le côté artificiel. Toutefois, les acteurs attribuent à l'élite nigériane, soucieuse de sa reproduction, cette solution contraire aux intérêts nationaux à long terme, en même temps qu'à la faiblesse de la base agraire de l'État nigérian. Toute solution différente passe par un réaménagement socio-politique que les auteurs ne voient pas poindre à l'horizon.

L'intérêt de l'ouvrage réside dans le



décryptage de la stratégie des acteurs dominants dans le développement d'une filière agro-alimentaire à partir des importations extérieures. L'analyse socio-politique vient éclairer des choix prétendument techniques et s'efforce d'évaluer le coût d'une stratégie d'« import-substitution » non seulement en termes économiques (le blé local coûterait de 6 à 8 fois plus que le blé importé), mais aussi en termes globaux. [G.C.]

CRUMMEY (Donald) (ed.) — **Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa.** — London, James Currey, 1986, 404 p., bibliogr., index.

Voici une solide tentative visant à faire éclater la conception étroitement « politiste » des résistances que l'historiographie africaine a longtemps présentée. Les phénomènes de protestation sont ici élargis à des notions telles que le crime, le vol ou le banditisme. Il devient dès lors possible de s'attacher à l'étude des significations sociales du crime, des formes d'entendement de l'ordre, des stratégies de dissidence et de déviance. On comprend tout l'intérêt scientifique qu'offrent ces nouveaux « objets » de recherche. D'une part, l'historiographie africaine ne peut plus limiter l'étude des résistances aux seules résistances anticoloniales. Les mouvements d'indiscipline, caractéristiques des sociétés précoloniales, ne peuvent alors qu'être mieux relevés. Il en est de même des techniques anciennes de normalisation et de répression de la dissidence. D'autre part, les rébellions proprement anticoloniales sont « illisibles » si elles sont analysées en dissociation avec les technologies répressives caractéristiques de l'ordre colonial lui-même. Dans la mesure où la gestion de la violence constitue l'un des facteurs structurants des sociétés africaines contemporaines, la science politique peut beaucoup apprendre de ces transactions anciennes et du commerce étroit que l'imaginaire postcolonial entretient avec elles.

L'ambition des auteurs de ce volume collectif est cependant desservie par le caractère résolument empirique des études présentées. Certaines d'entre elles sont, au demeurant, solidement étayées. Ainsi en est-il de la contribution de Leroy Vail et Landeg White sur les perceptions indigènes du pouvoir colonial, à travers une excellente analyse des chansons populaires. A noter aussi l'analyse de Ralph Austen qui montre les écarts entre le banditisme social en Europe et en Afrique de l'Ouest. L'effort théorique demeure cependant insuffisant. La critique du concept de « banditisme social », forgé par Éric Hobsbawm et appliqué avec plus ou moins de succès au « cas africain », apparaît souvent trop cosmétique pour être féconde. L'ouvrage ne participe pas moins d'une historiographie africaine résolument lancée à la conquête de nouveaux « objets ». [J.-A.M.]

THORNTON (John K.) — **The Kingdom of Kongo. Civil War and Transition (1641-1718).** — Madison, The University of Wisconsin Press, 1983, 193 p., bibliogr., index.

Cette étude, au demeurant fort érudite, ne présente aucun intérêt théorique pour les non-historiens. De fait, le sujet en lui-même est « ingrat ». L'auteur confirme les thèses déjà connues de Wyatt MacGaffey et Anne Hilton selon lesquelles le christianisme implanté dans le royaume du Kongo fut, dans une large mesure, traduit et reçu à l'intérieur des catégories religieuses et cosmogoniques indigènes. Il innove peu dans la compréhension même de la guerre civile qui ravagea le territoire et précipita son déclin. [J.-A.M.]

BONVIN (Jean) — **Changements sociaux et productivité agricole en Afrique centrale.** — Paris, OCDE (coll. « Études du Centre de développement »), 1986, 140 p.

Le Centre de développement de l'OCDE s'est intéressé aux relations entre politiques macro-économiques et performances agricoles dans différents pays d'Afrique noire. Le présent ouvrage s'éloigne cependant des études publiées sur ce thème, en procédant à l'analyse socio-économique de la situation paysanne pour saisir la problématique du développement rural du Burundi. Pour ce faire, une enquête portant sur 1 655 producteurs a été réalisée en 1977.

Le souci méthodologique de l'auteur se manifeste par sa volonté de sortir des pièges classiques de ce type de travail : remise en cause du caractère universel de la rationalité économique sans tomber dans le relativisme culturel, approche individualiste du changement par le biais des représentations que s'en font les paysans burundi, souci d'éviter le « biais » ethnocentrique dans l'administration des questionnaires, approche non monographique autorisant une certaine (?) généralisation des résultats.

C'est ainsi que trois zones d'enquêtes ont été sélectionnées : une zone de colonisation agricole (Ruzizi), un secteur à forte densité (Ngozi, 286 h/km<sup>2</sup>) et une région relativement sous-peuplée (Ruyigi, 69 h/km<sup>2</sup>). Au total, les 1 655 enquêtés ont été soumis à une batterie de 395 questions portant sur la famille, la production (moyens et résultats), le budget et l'épargne, les relations socio-culturelles et la perception du changement. C'est dire l'intérêt des résultats de ce travail, même si l'on peut avoir des doutes sur la validité de certaines questions de représentation ou de « vécu » du changement favorable.

L'apport essentiel de ce travail porte sur la productivité. Il montre que la productivité de la terre n'augmente pas en fonction de l'utilisation d'engrais, de semences sélectionnées ou de l'importance de l'encadrement. L'incidence de ces facteurs est à peine significative. Il

note l'effet immédiat du petit équipement (machette, serpette ou houe) et des corrélations entre la faible taille de l'exploitation et l'élévation de la productivité. Il confirme enfin ce qui a été observé en de nombreux endroits : la productivité de la terre est fonction de la quantité de travail investie par hectare. Ces indications sont essentielles : elles confirment, s'il en était besoin que la révolution verte type asiatique n'est pas une solution pour les campagnes africaines. De plus, l'auteur ne recourt à aucune « boîte noire » explicative du type « dynamisme » ethnique pour rendre compte des fortes densités.

La qualité du travail de « terrain » et le sérieux de l'analyse sont à souligner. Aussi est-on surpris par certaines remarques de l'auteur, s'agissant de l'effet des cultures de rente sur les cultures vivrières. Après avoir estimé que les cultures commerciales n'ont pas eu d'incidences défavorables sur les cultures vivrières au vu de la place minime qu'elles occupent, sauf dans la Ruzizi, et de la valeur marchande des différentes productions (coton, café, riz commercial et cultures vivrières), il estime que dans la région la plus engagée dans les cultures commerciales, un « recul des cultures vivrières » a été constaté. L'autoconsommation reste en effet élevée dans les secteurs d'agriculture vivrière (dépenses monétaires quatre fois moindres que dans les paysannats de la Ruzizi), même si les ménages consacrent en moyenne 60 % de leurs recettes monétaires aux dépenses alimentaires et que la vente du vivrier contrôlé par le paysan lui-même, dans la majorité des cas, est d'un bon rapport. Est-il cependant complètement satisfaisant de raisonner sur la partie autoconsommée comme si le vivrier produit était vendu à un prix théorique moyen ? Sur un plan purement comptable sans doute, mais est-ce le seul à prendre en compte ? Il renvoie enfin au système officiel de prix pour expliquer les distorsions entre ces deux catégories de cultures, attribuant à l'État burundais plutôt qu'aux prix internationaux la sous-rémunération du coton ou du riz en contrepartie des aides données par camionnement et des contraintes impo-

sées. Comme E. Berg, il met en cause la politique nationale des prix et, en filigrane, le mode de reproduction de l'État sans qu'une analyse macro-économique et politique nous soit proposée. Tout ceci confirme l'idée selon laquelle l'analyse de la « concurrence » de ces cultures doit être replacée dans celle des systèmes englobant le seul mode de culture.

Les résultats obtenus pour mesurer le degré d'« ouverture » ou de modernité socio-culturelle sont plus fragiles, car ils reposent sur une enquête d'opinion et des hypothèses discutables. La majorité des agriculteurs souhaitaient pour leurs enfants une autre activité que la leur et ils font confiance à l'école pour réaliser leurs vœux. On imagine ici l'ampleur de la distorsion entre les aspirations et la réalité économique du Burundi : faiblesse de l'industrialisation et de l'activité de service, mais aussi le problème de l'intérêt d'être exploitant agricole. Les contacts avec les autorités et l'écoute des médias (radio) auraient un effet favorable sur la productivité à l'hectare. L'appartenance à la religion protestante serait à mettre en relation avec l'importance des cultures de rente. Le travail hors de l'exploitation est perçu comme positif pour sa gestion comme pour l'introduction d'innovations, sauf en région d'autosubsistance.

L'auteur, malgré son a priori pour les cultures de rente, reconnaît que les exploitations de Ngozi, région handicapée par la pénurie de terre, l'absence d'encadrement technique et la part de l'autosubsistance, dégagent des revenus supérieurs de 16 % à ceux engendrés dans les exploitations plus commerciales et plus encadrées de la Ruzizi. Il signale également que la dispersion des revenus des ménages est plus grande dans la région encadrée qu'ailleurs.

Ces réserves ne doivent pas cacher tout l'intérêt de cette étude statistique pour celui qui s'intéresse à la problématique du développement des campagnes en Afrique noire, en zone densément peuplée. Les résultats obtenus conduisent à s'interroger sur le politique et l'économique « par le haut ». Le freinage de l'exode rural passe-t-il par le développement de l'agriculture de

rente, par une « ouverture » plus globale et plus « intégrée » sur un extérieur qui ne peut être contrôlé par les ruraux eux-mêmes (politique des prix)? L'auteur estime que son enquête confirme cette idée. Au lecteur, à qui nous recommandons vivement la lecture de ce petit ouvrage, d'en juger. [G.C.]

BRUNE (Stefan) — **Athiopien — Unterentwicklung und radikale Militarherrschaft. Zur Ambivalenz einer scheinheiligen Revolution.** — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1986, 373 p.

Le sous-titre même de ce substantiel rapport de recherche est porteur du message principal de l'ouvrage, « l'ambivalence d'une révolution hypocrite ». Celui-ci a été écrit avec compassion par quelqu'un qui a lui-même travaillé et enseigné en Éthiopie durant plusieurs années et y a vécu comme observateur, participant à nombre des événements historiques qui s'y sont déroulés depuis 1973.

S. Brune fait remonter les contradictions actuelles du système politique éthiopien à la naissance de l'État éthiopien précolonial et à son intégration rapide dans le marché mondial. Il met tout particulièrement l'accent sur une forte antipathie entre l'aristocratie féodale qui détenait le pouvoir dans l'Éthiopie impériale et les bureaucrates, la bourgeoisie des fonctionnaires, détenteurs de nouvelles fonctions politico-administratives et des privilèges économiques afférents.

Pour l'auteur, les aspirations de cette nouvelle « petite bourgeoisie d'État » en formation, confrontée aux traditions rurales alors qu'elle tendait vers des modes occidentaux de consommation urbaine, contrastent fortement avec la poursuite de la domination d'une aristocratie féodale. Ceci a conduit à l'adoption d'attitudes féroce ment hostiles à son égard.

De ce fait, explique l'auteur, la réalisation des ambitions politiques et sociales de la petite bourgeoisie d'État

dépendait essentiellement de deux préalables : le renversement de la classe féodale dominante, et l'extension et la consolidation du pouvoir bureaucratique centralisé. Ceci explique les mesures radicales de nationalisation du gouvernement militaire, ainsi que la répression ininterrompue de toute opposition et le contrôle autoritaire par le régime de toutes les organisations de masse. Ces mesures ont atteint leur paroxysme avec la consolidation dictatoriale du pouvoir central et ont fait de l'expansion bureaucratique un principe fondamental de la politique du DERG.

En outre, la militarisation généralisée de l'Éthiopie post-révolutionnaire nécessite d'importantes importations d'armes, accroît les besoins en devises et, par conséquent, met l'accent sur l'exportation de produits non vivriers. L'écart entre le secteur moderne urbain et la paysannerie rurale est peut-être en train de s'élargir et, bien qu'il y ait peut-être plus de justice dans la distribution des ressources, la pauvreté dans son ensemble s'est accrue. Des mesures qui paraissaient initialement favoriser les pauvres et les opprimés résultaient en réalité d'une identité d'intérêts antiféodaux partielle et temporaire entre la petite bourgeoisie de l'État militaire et la majorité de la population éthiopienne.

L'ouvrage étudie ces aspects en détail et fournit d'excellentes analyses de l'intérieur sur l'évolution historique et politique de l'Éthiopie durant les

soixante-dix dernières années. Ceci inclut les relations extérieures et, en particulier, celles de première importance avec l'Italie, puis les États-Unis et l'Union soviétique jusqu'à ce jour.

L'ouvrage aurait, bien sûr, pu présenter un caractère plus apologétique et expliquer la situation à laquelle le gouvernement éthiopien est acculé, en soulignant la responsabilité des rivalités entre superpuissances qui, aujourd'hui, rend si difficile une ouverture de l'Éthiopie vers l'Occident, en dépit d'un grand nombre de membres de l'élite éthiopienne qui ont été, par le passé, étroitement associés à l'Occident et dont les intérêts antiféodaux ont conduit à la chute du régime précédent.

Au regard de son analyse incisive du passé, la question la plus importante que soulève cette étude est « l'Éthiopie va-t-elle disparaître ? ». Il semble clair que l'évolution en cours ne peut que conduire à un plus grand désastre ; d'un autre côté aucun gouvernement du tiers monde ne pourrait survivre s'il était confronté à une agitation intérieure, des désastres d'ordre écologique ou attribuables, à l'homme, tels que ceux que connaît l'Éthiopie. Des analyses comme celle de S. Brune sont importantes, car elles rendent compte de l'histoire économique et sociale immédiate et montrent la nécessité d'une appréciation plus réaliste de la situation sur de nouvelles bases, afin d'observer les causes réelles du dilemme éthiopien. [P.S.].